

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
23 février 2015
Français
Original : russe

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Mémoire sur les activités menées
par la République kirghize en sa qualité
de dépositaire du Traité portant création
d'une zone exempte d'armes nucléaires
en Asie centrale**

1. Le présent document a été établi conformément à l'alinéa g) du paragraphe 3 de l'annexe VI au rapport final du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015.
2. À Semipalatinsk (Kazakhstan), le 8 septembre 2006, la République du Kazakhstan, la République kirghize, la République du Tadjikistan, le Turkménistan et la République d'Ouzbékistan ont signé le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, afin de renforcer le régime de non-prolifération et la sécurité régionale.
3. Les Gouvernements des pays susmentionnés ont joué un rôle fondamental dans la création et la mise en place concrète d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, et s'emploient activement à en faire la promotion. Pour ce faire, ils ont activement participé aux travaux menés dans le cadre de plusieurs instances internationales, notamment les sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Conférence des États parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2005 et 2010, les sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, la Conférence du désarmement et les réunions de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies.
4. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale a fait l'objet de plusieurs résolutions et décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir les résolutions 52/38 S du 9 décembre 1997, 53/77 A du 4 décembre 1998, 55/33 W du 20 novembre 2000, 57/69 du 22 novembre 2002, 61/88 du 6 décembre 2006, 63/63 du 2 décembre 2008, 65/49 du 8 décembre 2010 et 67/31 du 3 décembre 2012, et les décisions 54/417 du 1^{er} décembre 1999, 56/412 du 29 novembre 2001, 58/518 du 8 décembre 2003, 59/513 du 3 décembre 2004 et 60/516 du 8 décembre 2005.



5. La République kirghize a été désignée dépositaire du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale par les États parties au Traité (art. 18).
6. En application de l'article 18, la République kirghize a transmis des copies certifiées du Traité et du Protocole s'y rapportant à tous les États d'Asie centrale et aux membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.
7. Tous les États parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale ont ratifié ledit Traité entre 2006 et 2009. Après avoir reçu le dernier instrument de ratification, la République kirghize a informé les États parties au Traité et au Protocole s'y rapportant que le Traité entrerait en vigueur le 21 mars 2009 (art. 15).
8. Le 20 mars 2009, soit la veille de la date officielle d'entrée en vigueur du Traité, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué l'événement dans une déclaration qui a été distribuée aux délégations des États Membres de l'Organisation comme document officiel.
9. Le Bureau des affaires de désarmement a publié, en coopération avec la délégation de la République kirghize, une carte officielle indiquant l'emplacement de la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale.
10. En sa qualité de dépositaire du Traité, la République kirghize a participé à plusieurs manifestations importantes, dont la première rencontre des représentants des zones dénucléarisées, organisée à Oulan-Bator les 27 et 28 avril 2009, la réunion des États des zones dénucléarisées tenue dans le cadre de la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui a eu lieu à New York les 4 et 5 mai 2010, les sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, ainsi qu'aux travaux de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.
11. En vertu de l'article 2 du règlement régissant l'application de l'article 10 du Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, la République kirghize a organisé à New York une série de réunions rassemblant des experts et des représentants permanents des États Membres de l'ONU en vue de fixer la date et le lieu de la première réunion consultative.
12. À l'issue de ces rencontres, la proposition du Gouvernement turkmène d'accueillir ladite réunion à Achgabat a été approuvée à l'unanimité.
13. La première réunion consultative des États parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale s'est tenue à Achgabat le 15 octobre 2009. Le Turkménistan en a assumé la présidence, en étroite coopération avec le dépositaire.
14. Les réunions suivantes sont tenues à Tachkent (15 mars 2011), à Astana (12 juin 2012 et 27 juin 2013) et à Almaty (25 juillet 2014).
15. En 2013 et 2014, les États parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale ont tenu des consultations avec les États dotés d'armes nucléaires au sens du paragraphe 3 de l'article 9 du Traité sur la

non-prolifération des armes nucléaires (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République populaire de Chine, Fédération de Russie, États-Unis d'Amérique et République française), afin que ces États signent le Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires, ce qu'ils ont fait à New York le 6 mai 2014, dans le cadre d'une cérémonie organisée pour l'occasion. La République kirghize a été désignée dépositaire du Protocole.

16. Comme prévu à son article 7, le Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale entre en vigueur pour chacun de ses États signataires à la date où celui-ci remet au dépositaire son instrument de ratification (ces États, visés à l'article 4 du Protocole, sont le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République populaire de Chine, la Fédération de Russie, les États-Unis d'Amérique et la République française).

17. La République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont ratifié le Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale le 17 octobre 2014 et le 19 janvier 2015, respectivement, et ont remis leur instrument de ratification à la République kirghize le 17 novembre 2014 et le 30 janvier 2015, respectivement.

18. Au 1^{er} février 2015, les autres États dotés d'armes nucléaires n'avaient pas ratifié le Protocole.

19. Le 2 décembre 2014, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 69/36 sur le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, dans laquelle elle s'est félicitée que les États dotés d'armes nucléaires aient signé, le 6 mai 2014, le Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, et les a engagés à prendre les mesures nécessaires pour le ratifier rapidement.

20. Depuis le 25 décembre 2014, la République kirghize préside les réunions consultatives prévues par le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale.

21. Durant sa présidence, la République kirghize entend continuer de tenir, en coopération avec les autres États parties au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, des consultations avec les États dotés d'armes nucléaires, en vue d'accélérer le processus de ratification du Protocole audit Traité.